

## **Fragmentation et régionalisation dans le Chaco argentin : une lecture géographique de la territorialisation de l'action publique de développement**

*Marie Gisclard, doctorante en géographie, INRA/ESR-Université de Toulouse 2-Le Mirail*

### **Résumé :**

Cette communication a pour objectif de mettre en lumière les enjeux relatifs à la diffusion internationale d'une nouvelle technique d'action dans le champ du développement : la territorialisation. Le constat d'une globalisation excluante favorisant des phénomènes de fragmentation socio-spatiale et de déterritorialisation des hommes, des activités et des politiques publiques a favorisé la référence au local, aux régions, aux territoires comme « rempart » à ces processus et comme assise pragmatique du développement. A partir de l'exemple du Chaco argentin et de la dérégulation d'une économie régionale basée sur le coton, nous verrons comment la globalisation de l'économie a fragmenté la région et a conduit à des processus de déterritorialisation. Nous faisons l'hypothèse qu'une des formes de reterritorialisation à l'œuvre est liée à l'action publique de développement territorial et à la globalisation des techniques d'action. Régions et territoires invoqués par les divers acteurs du développement seront ainsi confrontés non seulement comme cadre d'analyse mais aussi comme socle stratégique de reconstruction de cohérences fonctionnelles et de solidarités organisationnelles.

**Mots clefs :** Argentine, fragmentation, régionalisation, déterritorialisation, action publique, développement territorial.

### **Introduction**

Qu'elle poursuive un but pragmatique ou théorique, la référence aux territoires, aux régions, au local, s'affiche désormais comme un « contre-feux » au processus de déterritorialisation provoqué par la globalisation de l'économie (J.M. Offner, 2006). Au point d'apparaître explicitement depuis une dizaine d'années dans les discours de grandes organisations internationales prônant une nouvelle méthodologie d'action territorialisée. Celle-ci relève bien souvent de deux niveaux de lecture : elle affiche d'une part la nécessité de mettre en valeur les ressources et savoir-faire locaux et d'autre part préconise des pratiques de « bonne gouvernance » censées favoriser l'« efficacité » de l'action publique qui passe par un recadrage spatial. Ainsi, sous la coupe du paradigme du développement qu'il soit appelé local, régional ou territorial, la territorialisation de l'action a pris une ampleur croissante dans la pratique et les analyses, permettant notamment au concept de région, longtemps tombé en désuétude de faire l'objet d'une « renaissance » (Haesbaert R., 2001) analytique en réintégrant les arcanes du développement.

Dans une période de changements rapides et profonds où les organisations socio-spatiales héritées se recomposent au rythme des évolutions techniques et des exigences de la globalisation, il est en effet plus que jamais nécessaire de repenser les catégories de l'espace et les échelles de régulation. Car à l'instar de l'histoire dont la globalisation n'a pas signé l'arrêt de mort, ce n'est pas la fin de la géographie (Haesbaert R., 2001) sous le coup de l'unicité et de l'universalité de la technique (Ellul J., 1977) et de l'expansion du capitalisme financier. Les transformations spatiales provoquées par la globalisation ont généré de

nombreux travaux et débats, notamment en géographie, qui l'ont amené à réorienter ses efforts théoriques et outils conceptuels autour des nouvelles catégories analytiques de l'espace, qui ont renvoyé sur le devant de la scène des concepts tels que fragmentation, déterritorialisation et régionalisation. Ceux-ci sont mobilisés pour comprendre les différenciations spatiales et symétriquement ce qui fait la cohérence et l'unicité de certaines portions d'espace. Car si la fragmentation socio-spatiale n'est certes pas propre à la globalisation, elle en a favorisé l'accélération, la complexification et la brutalité de ses manifestations. De fait, les transformations mondiales d'après-guerre (dans leurs manifestations économiques et politiques...etc.) ont contribué à l'effondrement des anciennes configurations régionales mais n'ont pas pour autant éliminé la région (Santos M., 2002), en tant qu'organisation socio-spatiale cohérente. Celle-ci voit néanmoins se modifier sa forme et son contenu dans des temporalités de plus en plus rapides, lui conférant un niveau de complexité encore jamais atteint.

Le concept de fragmentation conjoint à celui de régionalisation met en lumière l'utilisation sélective des lieux (Bret B., 2005) par les acteurs globalisés, et de ce fait leur différenciation, faisant écho à l'idée de fracture et d'inégalités sociales. Mobilisés pour justifier la nécessité d'une intervention devant atténuer les dissymétries spatiales, ces concepts accompagnent bien souvent les problématiques du développement à quelque échelle que ce soit et entretiennent avec elles un lien ténu.

C'est en Argentine, où se diffuse par divers réseaux cette nouvelle méthodologie d'action territorialisée que nous questionnerons les phénomènes de fragmentation et de régionalisation. La région du Chaco constituera le socle empirique de notre réflexion d'où nous observerons les processus de reterritorialisation à l'œuvre et les forces qui en sont à l'origine. La problématique porte sur les facteurs qui mènent à l'effondrement des anciennes configurations socio-spatiales et ceux qui les reconstruisent aujourd'hui. Nous partons de l'hypothèse qu'une des formes de reterritorialisation de l'après consensus de Washington se dessine autour de l'action collective de développement.

Dans une première partie, nous reviendrons sur quelques considérations théoriques en géographie qui fondent leur analyse spatiale de la globalisation sur les concepts de fragmentation et de régionalisation, et de déterritorialisation et reterritorialisation, que nous définirons et expliciterons. Nous appuierons essentiellement notre démonstration sur les travaux de Milton Santos, de Rogerio Haesbaert ainsi que de Claude Raffestin.

Dans une deuxième partie, nous proposerons une mise en perspective empirique des concepts présentés précédemment. Nous esquisserons tout d'abord les manifestations du processus de fragmentation et de déterritorialisation dans le Chaco argentin à partir notamment de la dérégulation économique d'une production agricole emblématique, le coton. Puis nous présenterons le processus de régionalisation en cours sous l'impulsion d'acteurs collectifs dans le champ du développement territorial.

## **Autour des concepts de fragmentation, déterritorialisation, et de régionalisation de l'espace**

Les manifestations de la globalisation sont aussi nombreuses que diverses et touchent l'ensemble des domaines de la vie sociale : politique, économie, culture, à tel point qu'aucune science sociale n'échappe à son analyse. Ses conséquences spatiales qui nous préoccupent plus directement, dépendent des dimensions précédemment citées et nous invitent à faire des choix en termes d'analyse. Mais le regard géographique conserve une certaine originalité quant à ce phénomène et c'est à travers les différenciations et les réorganisations socio-spatiales qu'il provoque que nous l'aborderons.

## Globalisation et fragmentation socio-spatiale

La globalisation fait souvent figure de terme générique ou pratique pour désigner une diversité de phénomènes à l'œuvre à l'échelle internationale. Au-delà de la multiplication des échanges et des flux de capitaux, de personnes, d'information, elle traduit pour les économistes une interdépendance croissante des économies, et pour les politologues, la perte d'autonomie décisionnelle des Etats nationaux au profit d'une gouvernance internationale. Les géographes perpétuent un débat quant à l'action homogénéisante de la globalisation ou au contraire la différenciation des espaces qu'elle provoque. L'histoire de l'Amérique latine lui est étroitement associée où elle s'incarne notamment dans son organisation socio-spatiale, d'abord fruit de l'ordre colonial, puis assujettie à des mécanismes et à des exigences extérieures en termes économiques et politiques. L'économie argentine par exemple, a toujours été fortement dépendante du niveau de son insertion sur les marchés internationaux et a aménagé son territoire afin de répondre à leurs demandes, le transformant ainsi au rythme de leurs soubresauts.

Les travaux de Milton Santos fournissent un cadre analytique des liens entre la globalisation et les différenciations socio-spatiales à l'aune duquel nous allons interpréter l'inégal développement du territoire argentin, les processus de déterritorialisation et les formes de reterritorialisation qui lui sont inhérentes. Il centre son dispositif théorique sur la technique comme médiateur des relations entre le temps et l'espace, entre le local et le global. En étant le véhicule de la technique qu'elle diffuse inégalement, la globalisation provoque une différenciation et une hiérarchisation des espaces que traduit le concept de fragmentation. Ce phénomène est identifiable à l'échelle planétaire comme dans les sous-espaces nationaux et régionaux. Il traduit l'intentionnalité d'acteurs hégémoniques de l'économie, de la politique, de la culture etc. répondant à des critères de rationalité qui servent leurs intérêts (Santos M., 2002). Ainsi, la fragmentation désigne une différence d'intégration des espaces au processus de globalisation qui se mesure à la densité technique, informationnelle et communicationnelle dont ils sont porteurs. Pour traduire ceci en termes géographiques, Santos propose le concept de « milieu technico-scientifico-informationnel », qu'il considère comme le visage géographique de la globalisation et qui, en cohérence avec son approche dialectique du temps et de l'espace est indissociable de la période « technico-scientifique » actuelle. En d'autres termes, ce concept désigne le niveau d'emprise de la technique sur le milieu par l'actuelle étape de la globalisation<sup>1</sup>, dans laquelle la science, la technique et l'information sont à la base même de la production, de l'utilisation et du fonctionnement de l'espace (Santos M., 2002). Ce qui caractérise cette étape de la globalisation c'est qu'elle proclame la domination d'un seul système technique (Ellul J., 2004) devenue sa base matérielle alors qu'auparavant coexistaient autant de systèmes techniques que de lieux. Les lieux, les régions, les territoires, ne se définissent plus par leurs propres techniques mais par conjointement une *psychosphère* (monde de l'action) et une *technosphère* (monde des objets) qui ont tendance à être de plus en plus standardisés et de fait globalisés.

De ce fait, l'exclusion de certains espaces du milieu technico-scientifico-informationnel se traduit par une fragmentation. Car comme le rappelle Santos, nous ne sommes pas face à un unique espace mondial globalisé : il n'y a que des espaces de la globalisation. C'est dans ce sens que nous comprendrons les termes de différenciation et de fragmentation et c'est à travers les caractéristiques précédemment décrites que nous identifierons ces processus, car aujourd'hui « aucun sous-espace (lieux, régions, territoires nationaux) de la planète ne peut

---

<sup>1</sup> En suivant D. Cohen (2004), nous considérons que la mondialisation n'est pas un phénomène récent propre à notre période contemporaine, mais qu'elle a connu trois grandes phases historiques, chacune marquée par des caractéristiques propres.

échapper au processus conjoint de globalisation et de fragmentation, c'est-à-dire d'individualisation et de régionalisation (Santos M., 2002). » C'est dans leurs différences (fragmentation) mais aussi dans les cohérences internes (régionalisation) que l'on peut déterminer des formes d'organisations socio-spatiales, en perpétuelle évolution, à la fois dynamiques et éphémères (Raffestin C., 1980).

### **De la fragmentation à la reterritorialisation**

Bien que proches, les concepts de déterritorialisation et de fragmentation se distinguent. Tout d'abord parce qu'ils relèvent de deux niveaux de lecture différents. La fragmentation correspond davantage à une lecture « abstraite » de l'espace, à partir de différences techniques et informationnelles, alors que la déterritorialisation relève plutôt de l'espace « empirique » ou « concret » (Lipietz A., 1974) et des manifestations objectives de la désorganisation des interactions anciennes. Celles-ci se lisent à travers les territorialités des acteurs, autrement dit dans leur façon de « consommer » l'espace (Raffestin, 1980), la localisation des activités et des hommes, les normes qui s'appliquent, les institutions présentes, les formes de pouvoir, en d'autres termes dans les régulations territoriales exercées (Gilly, Pecqueur, 1995).

La déterritorialisation a souvent été interprétée à travers le prisme de l'Etat national, comme la perte de sa capacité de régulation politique et économique. Si sa décentralisation ainsi que la redistribution du pouvoir à des échelles et des acteurs supranationaux (multinationales, organisation internationales.) ont pu induire son affaiblissement, cette idée peut être relativisée en pariant davantage sur un « redéploiement » de l'Etat (Jobert B., 1999) plutôt que son effacement. Or, la déterritorialisation ne concerne pas seulement le pouvoir politique s'exerçant sur un territoire national. Selon Canclini (1997, cité dans Haesbaert R., 2001) la déterritorialisation et la reterritorialisation renvoient à deux processus : « la perte de relation "naturelle" de la culture avec les territoires géographiques et sociaux, et dans le même temps, certaines relocalisations territoriales relatives, partielles, des productions symboliques anciennes et nouvelles ». Elle concerne donc toutes les échelles, activités et formes de pouvoir transformées par de nouveaux objets techniques et progrès informationnels accompagnant le changement de périodes historiques (Santos M., 1992). Ces derniers sont les moteurs de la transformation des anciennes configurations territoriales à partir de nouvelles régulations. Inévitablement, leur destruction conduit à de nouvelles organisations socio-spatiales entendues comme une reterritorialisation, que R. Haesbaert (2001) ne conçoit que comme multiple, à l'image du monde globalisé : rapide, de plus en plus complexe et reflet des rationalités multiples. L'accélération du rythme des cycles de structuration, déstructuration restructuration économique et sociale s'accompagne de cycles de territorialisation, déterritorialisation, reterritorialisation. Il devient de ce fait chaque fois plus nécessaire pour les territoires et les régions de répondre à ces évolutions pour rester en jeu dans la compétition économique internationale, en adaptant leurs modes de gouvernance.

La compréhension des différentes périodes historiques dans lesquelles s'incarne la globalisation permet d'analyser les transformations profondes des organisations socio-spatiales. L'approche que propose Haesbaert (2001) du diptyque mondialisation et territoire prend à contre-pied les analyses traditionnelles (y compris dans l'interprétation de la période contemporaine) davantage portées sur les conséquences destructurantes de la globalisation, pour se centrer sur les processus de reterritorialisation: « beaucoup plus que d'une « post-modernité déterritorialisante », nous sommes plongés dans une ultra-modernité dé- et re-territorialisante où les nouveaux caractères du territoire impliquent [...] la cohabitation de territorialités diverses ».

C'est à cette considération que nous faisons référence en proposant de comprendre une des formes de reterritorialisation à l'œuvre en Argentine autour de la construction de territoires du développement.

### **Régions et territoires dans les arcanes du développement**

La thèse de plus en plus soutenue de la déterritorialisation des hommes et des activités par la globalisation, conjuguée à la vision d'un monde désormais réticulaire ont contribué à prôner « la fin des territoires » et à écarter pour un temps la notion de région. Son retour en force s'est fait parallèlement à la montée en puissance d'un nouveau paradigme du développement local qui s'impose dans les années quatre-vingt-dix réunissant à nouveau les méthodologies d'action avec les problématiques propres aux territoires.

L'idée de région a en effet été très tôt associée à celle de développement, aussi bien chez les géographes (Benko etc) que chez les économistes convaincus de la non neutralité de l'espace (Courlet, Lipietz). E. Juilliard rappelait déjà en 1962 que « conséquence du développement, la région en est également la condition. » Elle est en quelque sorte sa traduction dans l'espace.

Nous n'entrerons pas ici dans un débat qui intéresse essentiellement les géographes sur la différence entre région et territoire et de leur valeur conceptuelle respective. Néanmoins nous allons indiquer ce que nous entendons par chacun des deux termes.

R. Haesbaert (2001) a répertorié les arguments les plus fréquemment avancés pour les différencier. Parmi eux, la vision de nombreux analystes et aménageurs, pour qui la territorialisation de l'action renvoie la dimension spatiale du développement à une question de pertinence du cadre et de l'échelle de l'action. Le territoire possède dans ce cas un statut normatif et fait référence à la construction de nouveaux espaces découpés pour l'action, aux contours précis, compris comme un outil de planification et de gouvernance du développement. Alors que la région est souvent préférée comme ressource analytique de l'approche de la globalisation, grâce à son caractère souple, à ses limites floues, qui lui confèrent ce statut de « concept relatif » (Thisse J.F., 1997). Un autre type d'analyse estime que la région est plus englobante que le territoire : comprise comme un instrument de compréhension du réel, elle correspondrait à n'importe quel découpage spatial doté d'une certaine homogénéité ou cohésion interne. Le territoire ne serait qu'un de ses types, ce qui est par exemple le cas des territoires politico-administratifs. Dans un dernier cas, territoire et région peuvent être confondus comme espaces vécus et reflets d'une identité spatiale.

Avec le lieu, le territoire national et le monde, la région en tant qu'expression d'un type de rationalité est pour M. Santos une des échelles d'observation importante pour comprendre la globalisation. Après avoir été le reflet de « solidarités » organiques entre les hommes qui la constituent, elle est aujourd'hui basée sur des « solidarités organisationnelles » résultantes de multiples et successives rationalités. En raison de la rapidité des changements actuels, ce n'est plus la durée qui fait la région, mais sa « cohérence fonctionnelle » (Santos M., 2002) à laquelle on peut ajouter une « cohésion symbolique » (Haesbaert R., 2008). Ce redéploiement des régions dans des temporalités de plus en plus rapides peut être observé à partir des dispositifs mis en place et qui vont les différencier d'autres arrangements socio-spatiaux. Ces dispositifs sont selon Velut (2007) liés à la production, au contrôle des échanges, à la science, à la consommation, à la mobilité des individus, à leur résidence, leurs loisirs. Autant d'éléments qui illustrent la multitude de flux et de fixes ou d'horizontalités et de verticalités différenciées qui caractérisent les espaces. Ainsi on peut comprendre le territoire comme un espace de contrôle des processus sociaux c'est à dire un espace caractérisé par l'exercice d'un pouvoir qui l'incarne. Et la région comme l'expression d'une cohérence fonctionnelle selon l'établissement de critères pour l'observer.

Cette appréhension des différenciations spatiales nous paraît stimulante pour comprendre les changements en cours dans les espaces ruraux argentins. A l'instar d'Haesbaert qui utilise indifféremment le termes de rerégionalisation et reterritorialisation, l'important pour nous n'est pas de prolonger un débat rhétorique ou épistémique, mais de comprendre de nouvelles réalités socio-spatiales pour lesquelles l'idée de région démontre une valeur heuristique certaine, afin de rendre compte des changements dans les relations entre les sociétés et leur espace et les conditions de sa production (Lefebvre H., 2000), et ce que cela implique de manière plus globale sur le changement des relations de pouvoir entre acteurs et leurs référentiels respectifs sous-jacents.

Aussi, le renouveau de l'idée de région doit peut être beaucoup à ces mêmes défauts qui lui étaient auparavant reprochés : ses contours flous, l'absence de limites précises et objectives, l'absence d'une échelle d'observation déterminée, sa relativité en fonction du regard que l'on y porte. De ce fait, non seulement on reconnaît à la région d'être un objet différent selon les critères choisis pour l'observer (qui pour nous est le développement), de relever de différentes échelles (infranationales ou supranationales), mais également de ne pas correspondre à un découpage de l'espace nettement établi, en zones homogènes contiguës et continues. Le rôle des réseaux, et des multiples fragmentations sont pour beaucoup dans cette complexification des types régionaux (Velut S., 2007), ce qui permet à Haesbaert (2008) de proposer une nouvelle analyse plus contemporaine qui accepte l'idée de « réseaux régionaux » ou des « régions à trous ». Il propose notamment deux cadres d'interprétation auxquels se réfère la régionalisation. Le premier priorise la production sociale effective des régions, et la seconde priorise leur production intellectuelle visant à atteindre des objectifs spécifiques, qu'ils soient liés à la compréhension des différenciations géographiques ou qu'elle objective la future transformation politico-économique d'un déterminé « espace régional », dans le sens d'une proposition de planification. Ceci renvoie à la proposition de C. Raffestin (1980) qui confronte les régions « objet de pratiques » (les territorialités cristallisées) et les régions « objet de discours » (manipulé par le pouvoir politique). Ainsi, la région est toujours une construction (intellectuelle ou pragmatique) à partir d'objectifs et d'hypothèses (Velut S., 2007) qui conserve une référence identitaire forte et représente une maille territoriale pleine d'enjeux car s'y matérialise l'exercice d'une ou plusieurs formes de pouvoirs.

## **Une nouvelle forme de territorialisation en Argentine : les régions du développement**

L'approche géographique que nous avons privilégiée appréhende les constructions socio-spatiales à travers le rôle de la globalisation et les processus de déterritorialisation qu'elle provoque et qui a pour corollaire d'engendrer de nouvelles logiques d'organisation. Une de ces formes, également liée à la globalisation des idées et des discours correspond à l'institutionnalisation de territoires ou régions de planification du développement. Nous allons voir comment les successives régulations et dérégulations économiques ont contribué à construire l'espace régional du Chaco argentin au cours du temps, et comment l'action collective de développement construit aujourd'hui de nouvelles logiques territoriales d'organisation. Celles-ci ne constituent pas seulement un « rempart » à la globalisation tel que le laissent souvent penser certaines approches « localistes » du développement, mais matérialise également un outil technique pour l'action publique.

### **La dérégulation d'une économie régionale et ses conséquences socio-spatiales**

A la fois région naturelle à cheval sur trois pays, province argentine, le Chaco est une réalité diverse. La réalité régionale à laquelle nous nous référons est pourtant marquée par une

production emblématique, le coton. Elle correspond à sa partie humide, dans sa frange sud et orientale qui embrasse à la fois le nord de la province de Santa Fe et celle du Chaco. Afin d'atteindre un certain niveau de généralisation nous nous limiterons à esquisser quelques grandes lignes de l'organisation (et désorganisation) de cette région et son évolution dans le temps à travers cette production.

Historiquement, les provinces du Chaco comme leurs voisins du Nord-est ont été aménagées au rythme de l'avancée du front de colonisation qui pénétrait ses forêts peuplées de populations indigènes au XIX<sup>ème</sup> siècle. La fragmentation sociale et spatiale assez nette peut être perçue comme un héritage des premiers temps de la colonisation dont le type de mise en valeur va différencier les espaces, et qui se reflète encore aujourd'hui dans les structures sociales et productives.

C'est d'abord l'exploitation du bois de quebracho sur d'immenses espaces forestiers, propriétés de grandes entreprises étrangères qui a marqué la première mise en valeur productive du Chaco à la fin du XIX<sup>ème</sup> siècle. Ce bois imputrescible était destiné à l'exportation et procurait du tanin pour les industries du cuir. La construction de chemins de fer nécessaire à son expansion avait pour fonction de desservir les usines et les relier aux ports et aux grandes villes pampéennes. Les familles d'ouvriers répondant aux besoins de main d'œuvre se localisent dans des villes qui ont émergé a posteriori le long des axes ferroviaires. Cette forme d'exploitation des ressources naturelles s'est achevée autour des années cinquante avec la concurrence des produits de synthèse du tanin et la fin des empires forestiers inquiétés par le nouveau pouvoir péroniste (Gagnard R., 1989). Leur retrait brutal engendre de graves problèmes sociaux dans la région en laissant des milliers de familles d'ouvriers en difficulté, contraintes à rejoindre ainsi les grands centres urbains régionaux peu industrialisés ou ceux de la pampa, ou à s'installer sur de petites parcelles agricoles. L'élevage bovin extensif prend le relai sur ces grands espaces pour approvisionner le marché régional et pour fournir des animaux d'embouche à la pampa. Les anciens espaces forestiers puis d'élevage extensif très peu peuplés, contrastent avec les colonies agricoles de la dorsale « cotonnière », et surtout avec les villes capitales de départements. Celles-ci sont essentiellement pourvoyeuses de services agricoles, publics et administratifs. Elles accueillent aussi des industries d'égrainement du coton et des filatures, mais ne seront jamais les lieux où se réalisent les bénéfices des acteurs dominants (Schweitzer A., 2004).

Le cycle du coton s'est ouvert dès les années vingt avec une colonisation agricole permise par différents courants migratoires, d'origine européenne, intérieur depuis la pampa et l'installation d'anciens ouvriers forestiers et saisonniers sur de petits lots précaires défrichés sur la forêt (Gagnard R., 1989). De grands écarts sociaux qui vont s'accroître au fil du temps distinguent ces catégories sociales qui se différencient par le niveau de capitalisation, la taille des surfaces et le niveau de précarité de la propriété de la terre (Rofman A., 1999).

Jusqu'aux années quatre-vingt, la production se caractérise par sa médiocre qualité, la faiblesse des investissements et des innovations dans un secteur intégré à 75% par des petits producteurs possédant moins de 25 ha et qui représentent environ 20% du total des surfaces. Son maintien n'est alors possible que grâce aux conditions permises par le modèle de développement national en vigueur jusqu'au milieu des années soixante-dix qui se caractérise par une protection intérieure face à la concurrence extérieure, l'appui de l'Etat à la production, son orientation pour l'industrie nationale et une demande interne favorisée par le niveau de vie de la population. Dans ce contexte, les surfaces destinées au coton vont augmenter jusqu'à occasionner une crise de surproduction que les conditions macro-économiques des années quatre-vingt vont accentuer. Les industries nationales concentrées dans leur majorité à Buenos Aires (et dans une moindre mesure à Santa Fe) ne peuvent plus

absorber toute la production dont l'horizon se limitait jusqu'alors au seul marché national. Cette région dominée par le caractère agricole de sa structure économique n'a en effet pas profité du modèle de développement d'industrialisation par substitution des importations qui a essentiellement bénéficié à la région centrale pampéenne déjà la plus fortement industrialisée. L'ouverture du marché national dans les années quatre-vingt place la production régionale en concurrence directe avec du coton issu d'économies subventionnées et/ou protégées en provenance du Brésil, des Etats-Unis, d'Europe. Les années quatre-vingt-dix et l'affirmation d'un régime politique et économique national néolibéral, le désengagement de l'Etat qu'il implique et la construction du marché commun du Mercosur en 1991 vont accélérer les transformations entamées durant la décennie précédente qui touchent autant l'activité économique que les catégories sociales qui l'intègrent, achevant ainsi un mouvement de redistribution régionale du travail qui s'esquissait alors. La crise la plus sévère a lieu au début de cette décennie-là, une fois le secteur confronté à l'inexistence de mécanismes de régulation du marché de la part de l'Etat, à l'absence de crédits octroyés aux petits producteurs pour défendre leur capacité de négociation face à la baisse de leurs revenus. Les producteurs argentins demeurent en effet fragiles face aux oscillations des prix des marchés internationaux et à la concurrence des pays plus protecteurs. L'ouverture internationale impose des critères d'efficacité et de compétitivité jusqu'alors inconnus qui vont favoriser tout un processus de modernisation et de concentration des structures productives (la surface moyenne passe en quelques années de 17 ha à 70 ha) qui excluent la catégorie des producteurs les plus petits, mais les plus nombreux, ne pouvant réaliser les innovations techniques nécessaires (Rofman A., 1999).

A partir de 1995, l'Argentine qui proposait une production marginale sur les marchés internationaux se hisse au quatrième rang des pays exportateurs (Barsky O., Gelman J., 2000). Elle profite dès la campagne 1996-1997 de la baisse de la production paraguayenne et brésilienne pour investir le marché régional du Mercosur, et notamment le brésilien dont la demande est liée à son expansion industrielle. La redéfinition de trajectoires et de modèles économiques nationaux et régionaux est alors palpable. De fait, entre 1980 et 1996 l'industrie argentine perd 50% de ses filatures en raison de la concurrence asiatique et brésilienne alors que les surfaces en coton sont multipliées par trois et progressent comme nulle par ailleurs dans le monde.

L'ouverture internationale et la dérégulation de l'économie argentine ont bouleversé l'économie régionale du Chaco qui a dû s'adapter ces dernières décennies aux exigences de l'économie mondialisée. Ce sont les petites exploitations qui sont les plus touchées par le processus : près de 50% des exploitations de moins de 100 ha ont disparu entre 1998 et 2001 (*Ministerio de la producción del Chaco*, 2001). En effet, les capacités d'investissement représentent la ressource principale de la production que seuls possèdent de grands producteurs (parfois plus de 20 000 ha) occupant ainsi une place de plus en plus importante, contribuant au déclin des coopératives en les délaissant au profit d'entreprises privées qui concentrent les diverses activités de la filière. L'expulsion des petits producteurs et des ouvriers agricoles a été accélérée par la mécanisation de la récolte dès 1990, qui va les priver d'une activité saisonnière grâce à laquelle ils complétaient leurs revenus. A la fin de la décennie plus de 90% de la production est récoltée mécaniquement, seules les zones marginales, enclavées et les petites superficies recourent encore à une main d'œuvre saisonnière. L'absence de formes de travail alternatives va provoquer un exode rural vers les capitales provinciales et pampéennes : R. Gagnard estimait en 1989 à plus de 50% une population rurale qui n'est plus que de 30% aujourd'hui<sup>2</sup>. Cette migration de « nouveaux pauvres » vient grossir les cordons de pauvreté des quartiers périphériques des villes grandes

---

<sup>2</sup> Ce chiffre reste cependant fortement supérieur à la moyenne nationale estimée à 10% (*Censo provincial 2001*).



et moyennes dans une région où on estime à presque 70% la part de la population dont les nécessités basiques ne sont pas satisfaites (INDEC 2003).

Après une chute des surfaces en 2001, le coton, considéré comme une culture « sociale » ne représente plus la culture dominante du Chaco<sup>3</sup>, qui connaît un véritable processus de « pampéanisation. » Ce terme traduit l'adoption de techniques et de productions auparavant dominantes dans la région pampéenne et adaptées localement : sorgho, tournesol, blé, puis soja. Ce processus est la conséquence de la fragilité et la dépendance des agriculteurs à l'oscillation des prix internationaux du coton qui ont favorisé une certaine diversification productive et à l'application des principes de la « révolution verte » dans les années quatre-vingt. Cette évolution est également permise par la mise en place d'une bonne infrastructure routière depuis la capitale provinciale Resistencia le long de l'axe du Paraná, passant par Reconquista au nord de Santa Fe jusque dans la pampa, son débouché, où se situent huileries et industries agro-alimentaire (Gaignard, 1989).

La frontière agricole du soja a ainsi pénétré le Chaco où l'on compte les plus fortes augmentations relatives des surfaces plantées en soja ces dix dernières années avec une progression de 400% dans la province éponyme, jusqu'à détrôner le coton puisqu'il représente aujourd'hui plus de 50% des superficies agricoles (*Ministerio de la Producción del Chaco 2004*). Son expansion toujours plus grande, alors que les surfaces en coton abordent à nouveau une certaine reprise, n'est possible que grâce à l'expulsion des petits producteurs du champ productif qui libèrent des terres, et à une avancée du front agricole sur la forêt (de manière souvent illégale). En effet, entre 1998 et 2001, ce sont les exploitations de plus de 5000 ha qui ont le plus progressé. L'autre corollaire de la progression du soja est l'expulsion sur ses marges de l'élevage bovin extensif. Cette activité sur laquelle parient les acteurs locaux pour orienter un processus de développement local profite aux espaces qui la pratiquaient jusque là de façon périphérique (en termes de volume de production) et qui deviennent aujourd'hui centraux pour approvisionner le marché intérieur.

Ainsi, à chaque période de la globalisation correspond une forme de rationalisation de l'espace à partir de l'adaptation technique des structures sociales et productives aux demandes et exigences extérieures. La fragmentation spatiale s'exprime dans la destruction d'anciennes cohérences fonctionnelles et organisationnelles qui s'incarnaient dans des compromis sociaux et des régulations économiques. Elle peut être interprétée comme une nouvelle distribution entre perdants et gagnants de la nouvelle division régionale et internationale du travail. Les formes de reterritorialisation fortement excluantes qui en résultent, sont dénoncées par de nombreuses organisations : ONG, associations et syndicats agricoles qui tentent aujourd'hui d'infléchir le phénomène. En effet, la domination continue des verticalités qui s'exercent et pénètrent les espaces et leur assujettissement à des intérêts extérieurs conduisent les acteurs du développement à chercher des solutions localement, en renforçant les relations horizontales, ce qui implique une réappropriation des espaces et la reconstruction d'une consistance régionale à partir de coordinations et solidarités nouvelles entre acteurs.

## **Le « développement territorial » comme réponse à la fragmentation socio-spatiale**

### ***Du développement national au développement régional***

A l'image des régions argentines, les politiques volontaristes de développement et le régime de régulation économique font l'objet de nouvelles considérations et éclairages. La période actuelle parfois qualifiée de « post-néolibérale » voit les prérogatives de l'Etat se redéployer :

---

<sup>3</sup> L'Argentine importe même du coton, en provenance du même pays que celui qui curieusement représentait son principal marché dans les années 90 : le Brésil.

les discours des pouvoirs publics qui jettent un nouveau regard sur le développement et ses territoires évoquent une reprise en main des déséquilibres socio-spatiaux. Ils restent néanmoins encadrés par des préceptes néolibéraux revisités en matière de politiques publiques. Avant de présenter la traduction actuelle des changements des pratiques d'action et leur territorialisation nous allons revenir sur les termes de leur transformation.

Au lendemain de la seconde guerre mondiale, l'idée de développement remplace celle de progrès et s'affirme dans les forums scientifiques et politiques internationaux (Velut S., 2007). La volonté de la part des gouvernements latino-américains de rattraper leur « écart de développement » avec les pays occidentaux, les conduit à instaurer un modèle d'industrialisation par substitution des importations. Au-delà des mécanismes économiques de régulation de l'agriculture devant financer ce modèle et de protection du marché intérieur devant favoriser le « décollage » du secteur industriel argentin, l'Etat s'attache à dessiner des échelles régionales d'intervention. Ces mailles macro-régionales qui regroupent plusieurs provinces en fonction de leurs caractéristiques correspondent à une forme de rationalisation de l'approche du développement (Velut S., 2007). Le Chaco intègre la région NEA (NordEst Argentino), dont la cohérence repose essentiellement sur des critères écologiques et environnementaux. La région NEA née officiellement en 1966 comme un espace de planification, comprend quatre provinces ainsi que le nord de la province de Santa Fe, qui se rapproche davantage de ses caractéristiques socio-économiques et environnementale que de la Pampa humide à laquelle elle appartient administrativement (Schweitzer A., 2004). Le regard de l'Etat se pose en termes de retard socio-économique qui l'amène à classer les provinces en fonction de leur niveau de développement : « développées » qui correspondent aux provinces intégrant la région pampéenne ou centrale, « intermédiaires », « en retard » dans laquelle entre la région NEA « de faible densité » qui correspond essentiellement aux provinces de la région patagonienne. L'objectif affiché est de niveler les écarts de développement entre provinces. Les mécanismes d'intervention reposent sur des instruments de soutien sectoriels aux économies régionales, d'incitations fiscales à l'investissement dans ces provinces (Velut S., 2007), et la construction de grandes infrastructures de liaison et de transport pour relier entre elles les capitales provinciales mieux connectées à la région centrale qu'à leur propre « intérieur. » Mais ces grandes régions politiques ne parviendront jamais à former une « réalité » ni un outil efficace en termes de développement. Elles restent néanmoins aujourd'hui des régions statistiques, sur lesquelles s'appliquent encore quelques programmes publics sectoriels.

A l'échec du modèle d'industrialisation par substitution des importations qui n'a ni permis d'atteindre le niveau de développement des pays du nord ni de supprimer les asymétries régionales, suit l'échec du modèle néolibéral dont nous avons déjà présenté quelques conséquences en termes de dégradation du tissu social et économique et de redéploiement productif et spatial. Chacun de ces modèles de développement macro-économique répond à des prescriptions ou des injonctions imaginées dans des sphères internationales liées aux travaux de la CEPAL (Commission Economique pour l'Amérique Latine), au FMI ou à la Banque Mondiale pour ne citer que quelques unes des grandes arènes où se construisent la pensée et les « bonnes pratiques » du développement économique et social. Le succès du nouveau paradigme de développement local dont l'idée culmine dans les années quatre-vingt-dix diffère peu des précédents circuits de la diffusion de la pensée idéologique et politique, même si nous allons voir que la place donnée ou prise par le local à la faveur de la décentralisation change l'échelle de la gouvernance du développement.

***Développement et territoires : le glissement des échelles de l'action***

L'émergence de la notion de développement local, régional ou territorial, et son adoption dans les discours en Argentine obéit à un double mouvement : la diffusion internationale de normes en matière de territorialisation de l'action publique et la nécessité pour les acteurs locaux de se réappropriier des espaces d'action, de réorganiser les luttes sociales à de nouvelles échelles. La référence à de nombreux exemples européens qui vont des clusters industriels aux territoires LEADER, accompagne la diffusion de ce paradigme dont la légitimation repose sur la nécessité de créer de nouveaux espaces de régulation et de rapprocher l'échelle des solutions à apporter de celle des problèmes identifiés. En effet, face aux processus déterritorialisants présentés précédemment, les organisations locales, élus, ONG, populations, cherchent non seulement à créer une échelle de gestion du développement mais aussi à retrouver une forme de cohérence spatiale ne serait-ce que fonctionnelle à partir de laquelle reconstruire collectivement des repères identitaires pour pouvoir répondre aux problèmes qu'ils affrontent. Nous nous focaliserons sur une forme originale de reterritorialisation : les micro-régions du développement qui se confrontent dans ce champ à d'autres configurations héritées ou construites et à d'autres échelles de gouvernement, et prendrons l'exemple de la « micro-region Norte », la plus dynamique de la province du Chaco.

Les micro-régions construites à une échelle infra-provinciale relèvent de processus d'institutionnalisation distincts en fonction du cadre administratif et politique duquel elles émergent. Dans la province du Chaco elles prennent la forme d'un recadrage du territoire autour de régions fonctionnelles imaginées par le gouvernement dans une optique de planification stratégique de son territoire au début des années 2000. Il s'agit de regroupements intercommunaux qui dépassent le cadre administratif des départements, arbitrés en fonction des proximités organisationnelles, économiques, productives, sociales et des caractéristiques environnementales des communes.

Si la construction de ces territoires relève bien d'une injonction de la part de l'Etat provincial qui s'inspire des territoires de projets européens, c'est de l'implication des acteurs locaux dont va dépendre la dynamique territoriale. En effet, les directives descendantes sont floues et laissent une grande marge de manœuvre en termes organisationnel aux nouvelles régions pour que chacune instaure sa propre gouvernance territoriale. Les objectifs politiques affichés sont l'émergence d'un processus de développement local, mené et décidé par les acteurs locaux, en l'adossant à la participation des populations et à la coordination des acteurs publics et privés.

Le pilotage de la micro-région Norte est exercé par un Conseil Régional et autant de conseils locaux qu'elle compte de communes. Elus et populations les conforment en orientant la trajectoire de développement et leurs décisions en fonction d'un plan stratégique élaboré à partir d'un diagnostic territorial préalablement établi.

Le rôle des conseils locaux est de faire émerger les problèmes propres à chaque communauté, avant que les solutions envisagées soient débattues et validées au niveau du Conseil Régional, avec l'aide des représentants des différents ministères provinciaux concernés par les problèmes posés. Leur résolution est donc étroitement liée aux moyens donnés *a posteriori* au territoire pour les résoudre, d'autant plus qu'ils concernent souvent les services publics : approvisionnement en eau, électrification rurale, infrastructures routières, santé et éducation dont les compétences relèvent de la province. En termes de développement local, la micro-région dispose d'une Agence de développement régional qui gère un fond octroyé par la province à partir d'un financement de la Banque Mondiale. Ce fond prend ensuite la forme de crédits destinés à des projets productifs individuels ou collectifs, en lien avec le plan stratégique (élevage bovin, apiculture, tourisme rural...), et attribués de manière participative et collective au niveau des conseils locaux, puis du Conseil Régional, et enfin approuvés au

niveau provincial. Mais la permanence de ce fond, qui représente l'essentiel des ressources financières transférées aux micro-régions dépend chaque année de l'approbation de la chambre des députés mais aussi de la couleur politique du gouvernement et des municipalités. Ainsi, les relations entretenues avec le gouvernement provincial restent essentiellement verticales, la gestion territoriale persiste à prendre la forme d'une régulation croisée et moins celle d'une institutionnalisation de l'action collective, comme ont pu l'observer P. Duran et J.C. Thoenig (1996) à l'échelle européenne. D'autre part, le processus de décision et de négociation est moins partagée que ce que prétendent les objectifs affichés. En effet, bien que les populations et des associations aient construit à leur propre initiative des groupes de travail au sein de la micro-région traitant de problèmes spécifiques au territoire (distribution de la terre, soutien à l'agriculture paysanne, électrification rurale...), leurs propositions ne trouvent qu'un faible relai politique et doivent faire appel à d'autres types d'acteurs, ONG, ou autres échelles de gouvernement pour les appuyer dans leurs initiatives. Le recours à des ressources financières provenant de l'Etat national est désormais à l'ordre du jour, pour financer notamment l'élaboration de diagnostics socio-économiques régionaux à partir desquels cibler les actions futures. Leur reconnaissance institutionnelle est pour le moins établie, d'autant plus que plusieurs programmes sociaux nationaux transitent par le Conseil Régional sans passer par le niveau provincial. Le cas spécifique de la micro-région Norte démontre au regard des acteurs intégrant sa gouvernance, que le dynamisme des territoires du développement reste étroitement lié au niveau de densité technique, informationnelle et communicationnelle héritées des anciennes logiques régionales et qui orientent aujourd'hui l'identification des problèmes, et partant, les actions engagées par les acteurs.

Si la faiblesse des capacités de ces régions en termes décisionnels, de compétences, de ressources financière est soulignée, cette forme de territorialisation permet toutefois de nombreux apprentissages dans le domaine de la participation, de la négociation, de l'autonomisation des populations et des agents économiques vis-à-vis des traditionnels pouvoirs provinciaux ou nationaux. En effet, les capacités organisationnelles des communautés ont été perdues au fil du temps du fait du comportement répressif du régime dictatorial dans les années soixante-dix envers toute forme d'organisation. Quant à la dépendance des producteurs à des acteurs extérieurs et à leurs faibles capacités d'innovation, une des explications réside dans l'adoption des principes de la révolution verte. Celle-ci a non seulement rendu les producteurs dépendants du transfert de technologie, mais a également contribué à la diffusion d'une idéologie technicienne, qui explique par exemple la forte résistance des agriculteurs à intégrer l'émergente filière du coton biologique malgré des prix de revient plus attractifs que le coton conventionnel. En raison de leur récente construction et de leur faible marge de manœuvre dans la résolution des problèmes liés à d'autres échelles de gouvernement (soutien des productions, propriété de la terre, santé, éducation, services publics ruraux...) les traditionnels acteurs du développement et de la promotion sociale (ONG, syndicats et organisations paysannes, organisations diverses), participent et s'articulent peu aux instances décisionnelles des micro-régions. Ils privilégient des échelles d'action auxquelles ils possèdent leur légitimité, sortent peu de leur champ d'action traditionnel et se réfèrent à des échelles régionales auxquelles ils possèdent un pouvoir de négociation et d'inflexion : communautés, province, NEA, MERCOSUR... De fait, la région ou le territoire invoqués ne sont pas unidimensionnels. Ils diffèrent dans leur cohérence, leurs contours, leur consistance selon les acteurs impliqués et les intérêts qu'ils défendent. Les territoires de référence dans le champ du développement s'imbriquent dans d'autres constructions territoriales qui possèdent des types de problématiques et des échelles de gouvernance propres, donnant ainsi à la notion de multiterritorialité d'Haesbaert toute sa pertinence. Cela étant, le changement des idées et des pratiques de l'action publique, sa

reconsidération des échelles et sa réinterprétation des territoires permet aux acteurs locaux de renforcer institutionnellement les innovations territoriales qu'ils participent à construire. L'institutionnalisation de ces régions pour le développement permet de générer des espaces de participation pour recréer une forme d'ancrage territorial autour de revendications sociales et identitaires nécessaires au développement.

Il semblerait donc qu'en termes de développement, les micro-régions instituées comme territoires de sa gouvernance, correspondent plus à d'échelles artificielles de gestion locale construites *a priori*, qu'à des espaces « appropriés » (Lefebvre H., 2000) nécessaires pour réunir les acteurs traditionnels du développement qui poursuivent parfois des objectifs antagonistes et pour qui la référence régionale correspond à d'autres critères. Comme le présentait Raffestin (1980), les régions « objets de pratiques », c'est-à-dire des outils techniques de planification se confrontent aux régions « objets de discours » c'est à dire des régions que les populations et les acteurs reconnaissent comme porteuses de leur identité et dont ils se saisissent pour reconstruire de nouvelles relations de pouvoir et défendre un « bien commun. » Au regard des pratiques précédemment présentées, il est en fait possible que les termes de ces régions puissent être inversés.

## Conclusion

En considérant les territoires et les régions comme en perpétuelle reconstruction nous avons mis à jour une forme de reterritorialisation, fruit de l'institutionnalisation de territoires de gestion pour le développement. Ces micro-régions viennent s'imbriquer dans d'autres formes régionales dont l'histoire de la construction est étroitement liée à la pénétration de différents réseaux extérieurs, nationaux ou mondialisés qui ont connu des évolutions lentes puis plus rapides et saccadées ces cinquante dernières années en fonction de leur insertion dans la globalisation et des soubresauts de l'économie régionale ou nationale.

Si les anciennes logiques régionales du Chaco répondaient à des rationalisations et intérêts économiques extérieurs, les formes de reterritorialisation observées répondent également à la globalisation des idées et des techniques d'action dans le champ du développement. La tentation est grande de percevoir dans l'émergence de nouveaux territoires de gestion du développement, le saisissement d'un vide laissé par l'abandon partiel ou total des politiques compensatrices (Velut S., 2007), la réappropriation de leur avenir par les acteurs locaux, et le renforcement de leur capacité institutionnelle de décision à la faveur des possibilités que la décentralisation prétend permettre. Mais la réalité navigue finalement entre cette vision et celle plus critique qui renvoie la référence au local à une méthodologie d'action d'inspiration néolibérale qui légitimerait le désengagement des Etats centraux et favoriserait l'efficacité de l'action publique (Jobert B., 1999). Outils de rationalisation de l'action publique, ces territoires répondent également au besoin des acteurs locaux et régionaux de retrouver une cohérence territoriale dont les privent la déterritorialisation actuelle et les héritages des anciennes configurations socio-spatiales. Les apprentissages qu'ils permettent peuvent faciliter la construction de l'action collective, si les acteurs savent se saisir de cet outil et se l'approprier en changeant les traditionnelles relations de pouvoir et les rapports de force.

Difficile en ce sens de trancher sur la véritable ontologie de ces territoires du développement dont l'avenir et l'efficacité restent incertains à l'image du modèle de développement national que construit l'Argentine et de la trajectoire qu'elle emprunte. L'ambivalence des processus actuels de reterritorialisation n'a d'égal que l'incertitude de la période contemporaine et de ses possibles. En témoignent les termes utilisés par les observateurs pour décrire ce moment de l'histoire argentine: « post-convertibilité », « post-moderne », « post-néolibéral », « post-consensus de Washington » dont le volontaire flou sémantique nous laisse naviguer entre l'identification d'une période de remise en cause des schémas précédents, ouverte à toutes les

innovations sociales mais néanmoins soumises aux contingences de la période antérieure, et le constat que la crise argentine et les discours de remise en cause de l'hégémonie néolibérale n'ont finalement pas changé les régulations traditionnelles et les échelles où elles s'exercent.

## Références bibliographiques

- BARSKY O., GELMAN J., (2001), *Historia del agro Argentino*, Grijalbo, Buenos Aires, 460 p.
- BRET B., (2005), « Les notions d'intégration et de fragmentation, approche géographique » *Bulletin de l'Association des Géographes Français*, n°4, décembre 2005, pp. 387-392.
- COHEN D., (2004), *La mondialisation et ses ennemis*, Grasset, Paris, 264 p.
- DURAN P., THOENIG J.C., (1996), « L'Etat et la gestion publique territoriale », *Revue française de science politique*, Presses de Sciences Po, volume 46, n°4, pp. 580-625.
- ELLUL J., (2004), *Le système technicien*, Le Cherche Midi (1<sup>ère</sup> éd., 1977), Paris, 333 p.
- GAIGNARD R., (1989-1990), Cours pour l'Agrégation de Géographie, Centre National d'Enseignement à Distance.
- GILLY J.P., PECQUEUR B., (2002), « La dimension locale de la régulation », pp. 304-311, dans Boyer R., Saillard Y., *Théorie de la régulation l'état des savoirs*, La découverte, (1<sup>ère</sup> éd. 1995), Paris, 585 p.
- JOBERT B., (1999), « Des Etats en interactions », *L'Année de la régulation*, vol. 3, pp. 77-95.
- JUILLARD E., (1962), « La région essai de définition », *Annales de géographie*, n°2.
- HAESBAERT R., (2001), « Le mythe de la déterritorialisation », *Géographie et cultures*, n°40, pp. 53-75.
- HAESBAERT R., (2008), *Elementos para uma nova regionalização num mundo global des-territorializado*, A paraître.
- LEFEBVRE H., (2000), *La production de l'espace*, Anthropos (4<sup>ème</sup> éd., 1<sup>ère</sup> édition 1973), Paris, 485 p.
- LIPIETZ A., (1977), *Le capital et son espace*, Maspero, Paris, 165 p.
- OFFNER J.M., (2006), « Les territoires de l'action publique locale. Fausse pertinence et jeux d'écarts », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°6, pp. 27-47.
- RAFFESTIN C., (1980), *Pour une géographie du pouvoir*, LITEC, coll. Géographie économique et sociale, Paris, 249 p.
- ROFMAN A., (1999), *Las economías regionales a fines del siglo XX*, Ariel, Buenos Aires, 240 p.
- SANTOS M., (1992) « Postface : les nouveaux mondes de la géographie », dans Bailly A., Ferras R., Pumain D., *Encyclopédie de géographie*, Economica, (2<sup>ème</sup> éd.), Paris, pp. 1075-1083.
- SANTOS M., (2002), « Mode de production technico-scientifique et différenciation spatiale », *Strates*, numéro Hors-série, mis en ligne le 2 mai 2005, consulté le 30 janvier 2006 : <http://strates.revues.org/documents536.html>.
- SCHWEITZER A., (2004), « ¿Uno o varios NEA ? Regiones y territorios en el espacio del nordeste argentino », dans Panaia M. (dir.) *Crisis fiscal, mercado de trabajo y nuevas territorialidades en el Nordeste argentino*, La colmena, Buenos Aires, pp. 41-62.
- VELUT S., (2007), *Mondialisation et développement territorial en Amérique latine, Argentine-Chili*, Mémoire d'Habilitation à diriger des recherches, vol. 2, Université de Paris 3-Sorbonne Nouvelle, 203 p., consulté le 2.02.08, <http://tel.archives-ouvertes.fr/docs/00/20/33/88/PDF/hdr2.pdf>